

Lu pour vous : Jemna, l'oasis de la révolution.

De Mohamed Kerrou, sociologue, docteur en sciences politiques et membre de Beit El Hikma.

Il s'agit d'un ouvrage de 450 pages relatant la récupération, à la veille de la révolution de 2011, de l'ancien domaine colonial de 300 hectares de « Henchir El Mâamer », par les jeunes de l'oasis de Jemna, afin de le gérer dans le cadre d'une association revendiquant la mise en œuvre de l'économie sociale et solidaire.

Nationalisé en 1964, ce domaine qui produisait des dattes de qualité, avait, depuis, été loué à des particuliers, moyennant des sommes modiques.

Sa récupération par la mobilisation des citoyens attachés à la « terre des ancêtres » et préconisant une démocratie participative pour débattre librement des « affaires de la cité » pose, en réalité, la question de la légalité de l'Etat face à la légitimité de la société locale et celle du conflit qui les oppose.

L'expérience menée à Jemna, dans le contexte d'échec de la « révolution de la dignité », a permis de redéfinir, à l'échelle locale et régionale, une nouvelle conception des rapports entre l'Etat et la société, à l'ère de la globalisation.

Cette monographie montre que l'affaire de Jemna résulte d'un processus historique où se conjuguent un contexte révolutionnaire et une triple tradition locale : savante, migratoire et militante.

Outre quelques propos introductifs sur l'histoire et la mémoire de l'oasis, trois chapitres structurent la monographie.

Le premier examine la dynamique du processus de mobilisation collective qui a permis la récupération du Henchir et la formation de « l'Association de protection de l'oasis de Jemna », en s'interrogeant sur la portée et les limites du mouvement de protestation en devenir qui essaima dans le pays et aboutit à la révolution du 14 janvier 2011.

C'est la répression d'une communauté par le pouvoir qui sert de mémoire collective pour galvaniser les volontés en vue de l'émancipation en mobilisant la tradition au service du militantisme.

A Jemna, c'est la réactivation d' « une mémoire collective de la spoliation »

Le deuxième examine les limites de la notion de société civile en dehors de la sphère occidentale.

Le cas de Jemna illustre de multiples niveaux d'interpénétration de logiques endogènes et exogènes ainsi que des dynamiques communautaires et individuelles.

La réussite relative de l'expérience d'affirmation de la communauté repose sur trois clefs de la société civile locale, en l'occurrence : le savoir religieux, l'émigration et le militantisme. Par son histoire particulière Jemna est l'héritière de cette triple tradition.

L'association de protection, création nouvelle d'après la révolution, est néanmoins parvenue à capitaliser le legs du passé consistant en liens de solidarité communautaires en vue de l'instauration de relations de citoyenneté favorisant le civisme dans une dynamique renouvelée de débat public et démocratique.

Le troisième examine le choix d'un type d'économie qui se veut un levier de développement destiné à renforcer la résilience des individus et de la communauté afin de lutter contre la marginalisation.

Ce choix s'accompagne d'une capacité de négociation avec les autorités, à même d'assurer la fondation d'une économie sociale et solidaire, aujourd'hui et demain.

Cela implique une autonomie et une autogestion bien comprise, à travers des rapports tantôt conflictuels, tantôt pacifiés entre l'Etat en crise et la société civile en gestation.

La réussite de Jemna qui tranche avec l'échec des expériences similaires de récupération des terres domaniales, résulte en fait d'un processus historique de formation de la société civile et d'une tradition d'insoumission liée au « droit à la terre ».

La compétence de négociation dénote, à la fois, une culture politique et une volonté civique de trouver une solution de compromis à un conflit d'autorité entre la légalité de la propriété et la légitimité de la

réappropriation de la terre.

L'économie sociale et solidaire couronne l'ensemble du processus historique en indiquant la voie à suivre pour trouver une solution viable à une situation de transition marquée par les contradictions entre le pluralisme politique et le libéralisme économique dans un contexte de globalisation où le local devient l'initiateur de projets de développement et d'émancipation politique.

En conclusion

Comment ouvrir le présent sur l'avenir ?

1 L'affaire de Jemna ne tombe pas du ciel.

Jemna a réussi parce qu'elle dispose d'une tradition civile qui constitue un capital social et symbolique qui nourrit les civilités et assure l'émergence d'une citoyenneté active et horizontale à l'opposé de celle, étatique, octroyée et autoritaire.

2 Jemna survivra à Jemna.

Le travail, la liberté et la dignité restent les objectifs de Jemna qui a su capitaliser sa mémoire et son histoire pour récupérer la « terre des ancêtres » et œuvrer à son autogestion sans la morceler.

Le nouveau mouvement social qui émerge à Jemna se distingue de tous les autres par l'existence d'un projet, l'absence de divisions internes et la capacité de dialogue avec les pouvoirs publics.

Multidimensionnelle, associant le foncier, le politique, l'économique et le symbolique, l'affaire de Jemna se situe dans l'impensé de la révolution.

Référence : « Jemna, l'oasis de la révolution » de Mohamed Kerrou . Novembre 2021

CERES production 2021 : 6 rue Alain Savary

BP 56 Tunis Belvédère.